

Référendum britannique : les députés débattent des réformes proposées

À quoi ressemblera l'avenir du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne ? La plénière s'est penchée sur la question, un jour après la publication par le Président du Conseil Donald Tusk de propositions en réponse aux demandes de réformes britanniques. Pour la plupart des députés, le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne serait positif pour le pays comme pour les autres États membres. Certaines réformes demandées par le Royaume-Uni ont pourtant été remises en question lors du débat.

Le référendum britannique sur l'avenir du pays dans l'UE

Depuis son adhésion à la communauté économique européenne en 1973, le Royaume-Uni a toujours été ambivalent quant à sa relation avec le reste de l'Union européenne. Tout en bénéficiant des opportunités économiques du marché unique, le pays s'est montré réticent à se lancer vers une plus grande intégration en ce qui concerne d'autres domaines.

Le gouvernement britannique a décidé de renégocier certains aspects de l'appartenance du pays à l'Union européenne. Un référendum doit se tenir sur le maintien ou non du pays dans l'Union.

Au cours du débat en plénière du 3 février, le Ministre néerlandais des Affaires étrangères **Bert Koenders**, qui représente le Conseil, a déclaré : « Il est d'une importance capitale que nous puissions continuer à mener un dialogue constructif afin de mieux faire fonctionner l'Union européenne, à la fois pour le Royaume-Uni et pour tous les autres États membres ».

Bert Koenders a expliqué que les gouvernements nationaux travaillaient en ce moment à la réponse à apporter aux inquiétudes du Royaume-Uni, tout en rappelant que « ce sera au peuple britannique, au final, de décider si le pays doit rester dans l'Union européenne ou non ».

Le député conservateur britannique **Syed Kamall** a salué l'organisation d'un référendum par son gouvernement : « Nous ne devrions jamais avoir peur de demander aux citoyens ce qu'ils veulent ». Selon lui, le peuple britannique pensait rejoindre un marché unique, alors même que les institutions européennes travaillent à toujours plus d'intégration : « Tant que ce fossé dans les perceptions persistera, le Royaume-Uni continuera de mener une relation ambiguë avec l'Union européenne ».

Les demandes de réformes britanniques

Dans une lettre adressée au Président du Conseil **Donald Tusk** en novembre, le Premier Ministre britannique David Cameron a demandé la mise en œuvre de réformes dans les domaines de la gouvernance économique, de la compétitivité, de la souveraineté et de l'immigration.

Ces réformes incluent par exemple l'exemption du Royaume-Uni de suivre l'obligation mentionnée dans les traités de travailler à une « Union sans cesse plus étroite ». Le pays demande aussi de ne plus avoir à fournir un accès immédiat aux avantages sociaux aux travailleurs migrants, et de supprimer l'obligation pour les pays qui ne sont pas dans la zone euro de contribuer aux frais de la monnaie unique.

Donald Tusk a répondu à ces demandes en publiant le 2 février une [proposition pour un accord avec le Royaume-Uni](#).

Le Président de la Commission européenne **Jean-Claude Juncker** a salué ces propositions, déclarant que « l'accord proposé est juste pour le Royaume-Uni, juste pour les 27 autres États membres et juste pour le Parlement européen. Le Royaume-Uni tire parti des protocoles plus que n'importe quel autre État membre, et se retire aussi des protocoles plus que tous les autres pays ».

Le chef de file du groupe du Parti populaire européen **Manfred Weber** a qualifié la proposition de Donald Tusk de « base solide » en vue d'un accord avec le Royaume-Uni. « Nous souhaitons que le pays reste dans l'Union européenne, et que les citoyens britanniques soient convaincus qu'il est préférable de rester au sein de cette famille », a-t-il expliqué. « Nous ne voulons pas uniquement d'une Europe britannique, nous voulons d'une proposition satisfaisante pour tous », a pourtant averti Manfred Weber.

Au cours du débat en plénière, certains députés ont pourtant remis en question certaines des réformes proposées, voire les ont complètement rejetées.

La députée allemande du groupe Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique **Gabriele Zimmer** s'est montrée particulièrement inquiète quant à la possibilité d'un retrait britannique au principe de libre-circulation des travailleurs dans l'Union européenne, qu'elle a qualifié de « mort de l'idée d'union sociale ».

Nigel Farage, député britannique du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe, a critiqué les changements proposés. Selon lui, les renégociations de David Cameron ont débuté avec de bonnes intentions, en ce qui concerne notamment une modification des traités et un changement dans les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. « Mais ce que nous recevons en retour, c'est une lettre de Monsieur Tusk qui ne mentionne aucun changement des traités, aucun transfert de pouvoir vers le Royaume-Uni, aucun contrôle sur nos frontières : c'est pathétique », a-t-il déclaré.

La députée britannique non-inscrite **Diane Dodds** a également critiqué les résultats des négociations, estimant qu'il s'agissait d'un « échec du Premier Ministre britannique dans la défense du Royaume-Uni ».

Conséquences possibles pour l'Union européenne

De nombreux députés ont souligné que l'Union européenne comme le Royaume-Uni bénéficieraient d'un maintien du pays dans l'Union.

Le député démocrate socialiste italien **Gianni Pittella** a déclaré qu'il était « essentiel pour le Royaume-Uni de rester dans l'Union européenne ». « Le Royaume-Uni hors de l'Union européenne est plus faible. Nous devons être en mesure d'énoncer clairement les avantages pour les citoyens britanniques d'un maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne ».

Guy Verhofstadt, député belge libéral, a déclaré que le départ du Royaume-Uni conduirait à une perte d'influence : « L'Europe sans le Royaume-Uni ne compte pas et ne fait pas le poids face à la Chine, à la Russie, aux États-Unis, à l'Amérique. En fait, c'est Poutine qui gagne à ce jeu, parce qu'il aime voir une Europe divisée ».

Rebecca Harms, députée allemande du groupe des Verts / Alliance Libre européenne, a déclaré : « Nous vivons l'un de ces moments où il faut parler d'Europe, et aussi de nos origines : c'est très simple, nous venons de la guerre et nous avons réussi à obtenir la paix ».

Pourtant, tous les députés n'ont pas convenu de la nécessité pour le Royaume-Uni de rester dans l'Union européenne. La députée française du groupe Europe des Nations et des Libertés **Marine Le Pen** a déclaré : « Les Anglais en ont assez de l'Union européenne et ont majoritairement envie de sortir de cette camisole. Ils ont la nostalgie de leur souveraineté. Ils veulent pouvoir traiter les problèmes qui se posent à eux dans un cadre national, avec leurs objectifs particuliers ».

Le rôle du Parlement européen

En tant que co-législateur, le Parlement européen joue un rôle important dans toute initiative visant à réformer l'Union européenne suite aux négociations actuelles.

[Consultez notre Newshub](#) pour suivre les réactions en ligne des députés français, belges et luxembourgeois autour du référendum britannique.

En savoir plus

[Parcours législatif](#)

[Déclarations vidéo des différents intervenants](#)

[Communiqué de presse du débat](#)

[Les propositions de Donald Tusk \(02/02/2016\)](#)

[Briefing du service de recherche du Parlement européen \(en anglais\)](#)

[Référendum britannique : David Cameron au Parlement européen \(29/01/2016\)](#)



De gauche à droite et de haut en bas : Bert Koenders, Jean-Claude Juncker, Manfred Weber, Gianni Pitella, Syed Kamall, Guy Verhofstadt, Gabriele Zimmer, Rebecca Harms, Nigel Farage, Marine Le Pen, Diane Dodds